

Martin Galilée

Mémoire de recherche
sur
Les philosophies de l'environnement
dans
la presse magazine

Codirigé par

Boris Urbas, maître de conférences en sciences de l'information et de la
communication, institut ISIC

et

Guillaume Carbou, maître de conférences en sciences de l'information et de la
communication, laboratoire SPH

Master 2 Information et médiation scientifique et technique
parcours Médiation des sciences

2019

Université de Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne

page blanche

Remerciements

Je tiens à remercier Guillaume Carbou pour son aide et sa direction. Étant donné le contexte de ce travail (mémoire de recherche dans une formation à visée professionnalisante) je n'aurais pas pu lire autant de choses intéressantes sans son aide. J'ai beaucoup appris par mes lectures, et cela a eu des répercussions qui vont bien au-delà de ce seul mémoire.

Je remercie aussi Jean-Luc Terradillos, mon maître de stage à *L'Actualité Nouvelle-Aquitaine*, qui m'a accordé une flexibilité qui m'a bien simplifié la vie lors de la rédaction de ce mémoire.



Alessandro Pignocchi, proposition de couverture pour *Petit traité d'écologie sauvage* (Steinkis, 2017), à un moment où l'ouvrage devait s'appeler *Petit traité d'écologie profonde*. La remise en cause du principe d'utilitarisme est un thème cher à l'auteur. Image publiée sur le blog de l'auteur, Puntish, à retrouver dans « “Le monde de demain se construit dans la ZAD” », Usbek & Rica n° 25, hiver 2019, p. 85.

page blanche

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	5
Introduction	7
Écologie profonde et superficielle	7
Jalons de la profondeur	8
La presse magazine	10
Méthode	11
Les magazines	11
Usbek & Rica	11
Regards	12
XXI	12
Society	12
La Vie	12
L’Obs	13
Marianne	13
Analyse	15
Les magazines à périodicité longue	15
« “Le monde de demain se construit dans la ZAD” », Usbek & Rica n° 25, hiver 2019, par Vincent Edin et Blaise Mao.	15
Dossier « Tout va s’effondrer, et alors ? », Usbek & Rica, n° 24, automne 2018, par Blaise Mao.	16
Dossier « Pendant ce temps-là... Climat/biodiversité GAME OVER », Regards, n° 50, printemps 2019.	17
« Les lendemains qui coassent », XXI, n° 40, automne 2017, par Jean Rolin.	20
Les magazines à périodicité courte	21

« Allô le Monde », Society n° 105, du 2 au 15 mai 2019, par Raphaël Malkin.	21
« On peut sauver les abeilles », La Vie, 18 juillet 2019, par Olivier Nouaillas.	23
« “Le crime le plus gigantesque qu’on ait conçu” », L’Obs, n° 2842, 24 avril 2019, par Fred Vargas.	24
« Coup de chaud sur le sanctuaire mondial des semences », Marianne, 26 juillet au 1er août 2019, par Laurence Dequay.	25
Discussion	27
Bibliographie	29
Corpus	31

Introduction

Les effets de la société humaine dominante contemporaine sur l'environnement, la planète, le climat et la biodiversité frappent tant par leur intensité que par leur apparente inéluctabilité. Alors que les problèmes environnementaux sont connus et acceptés par la majorité des citoyens, la société semble refuser de se transformer. Les mises en gardes d'experts comme ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) restent essentiellement sans suite majeure. D'après les philosophes de l'environnement, cela tient à la façon qu'a la société dominante de penser l'environnement, la nature, l'écologie et les concepts s'y ralliant. On peut notamment distinguer une écologie profonde d'une écologie de surface. Ces modes de pensée devraient se retrouver dans les écrits populaires, notamment dans la presse magazine. C'est ce médium qui sera étudié dans ce travail.

Écologie profonde et superficielle

Le fondateur de la distinction entre écologie profonde et écologie superficielle est Arne Naess. Il développait plutôt une sagesse qui n'est pas nécessairement aisée à appréhender de prime abord. Pour Fabrice Flipo (2009), qui explique les thèses de Naess, « se vivre bien exige de (re)découvrir notre lien avec la nature, ce qui peut accompli en approfondissant notre Soi. Lorsque nous descendons en nous, au-delà des habitudes et des cadres théoriques hérités, alors nous comprenons qu'être bien implique que la nature soit bien, qu'elle puisse aussi s'épanouir – et nous en elle. » En d'autres termes, « la crise réside avant tout en nous-mêmes ».

Une autre façon de distinguer deux attitudes est d'opposer environnementalisme à écologisme comme le fait Floréal Romero (2011). L'environnementalisme consiste essentiellement à gérer l'environnement comme une ressource. On pose des limites sur l'utilisation de produits chimiques, on crée des parcs naturels, on privilégie les biens de consommation recyclables... mais sans remettre en cause, comme le proposent Arne Naess et l'écologisme, le rapport que l'on entretient avec le monde naturel, la biodiversité et les écosystèmes, et sans remettre en cause le rapport que l'on entretient avec soi. On accepte, essentiellement, et souvent inconsciemment, l'étiquette de « consommateur » qu'attribue à ses membres la société

capitaliste. Guillaume Carbou (à venir) fait essentiellement la même distinction sous les termes « écologie radicale » et « écologie environnementaliste ». Il propose également une écologie romantique, qui « proteste contre le triomphe d'une société technologique, gestionnaire, consumériste, individualiste et utilitariste » et qui serait un des fondements et une des forces sous-jacentes majeures de l'écologie radicale. On retrouve par ailleurs une exploration plus profonde de l'environnementalisme dans le mémoire de master de Sophie Bretagnolle (2016), distinguant trois environnementalismes différents, axés sur la protection d'une nature sauvage, d'un ensemble de richesses, ou d'un habitat (pour les humains).

D'autres auteurs sont allés bien plus loin dans l'analyse des philosophies de l'écologie. C'est le cas de Dominique Bourg et Kerry Whiteside qui présentent un essai de typologie des écologies politiques (2017). Ils y décrivent et opposent écologies malthusienne, arcadienne, autoritaire, institutionnaliste, catastrophiste, *grassroots*, constructiviste, et anarchiste. Bien que ces catégories semblent tout à fait justes et bien construites, il ne sera pas tenté dans ce travail de faire entrer les points de vue trouvés dans la presse magazine dans cette typologie. En revanche, elle est mise à contribution dans l'établissement de divers éléments qui témoignent d'une plus grande profondeur dans la perspective écologique défendue, et détaillés ci-après.

Jalons de la profondeur

Un des concepts au cœur de l'écologie est celui de la nature. Ce concept s'oppose typiquement à celui de la culture, de la société, de l'humanité (pour autant que la culture humaine concernée se définisse comme la seule humanité) et fait écho aux aspirations ancestrales (bibliques par exemple) d'humains se voyant supérieurs aux autres créatures du monde vivant. Aurélien Boutaud (2010) cite Francis Bacon dans la *Nouvelle Atlantide* qui résume parfaitement ce rapport : « La Nature est une femme publique [...] nous devons la mater, pénétrer ses secrets et l'enchaîner selon nos désirs. » Les idées de Charles Darwin sur l'origine de l'espèce humaine par évolution a rencontré des résistances célèbres qui ont trait à cette opposition. La science biologique devrait tendre à rassembler l'humain et la nature, y compris au travers de ses plus récentes découvertes sur l'importance de la microbiologie dans le fonctionnement biologique humain. Pourtant, la société dominante contemporaine maintient cette distinction. La remettre en question et questionner l'existence d'une nature à

laquelle l'humain serait étranger constitue un élément de réflexion en profondeur par rapport au discours socialement normé. La remise en question de l'humanisme et du centrage des valeurs de la société sur l'humain uniquement (anthropocentrisme) va dans le même sens.

Un autre dogme qui peut être remis en cause est celui de l'utilitarisme. Il est fortement lié au matérialisme de la société capitaliste, qui voit dans la nature des ressources naturelles destinées à être exploitées, transformées, puis vendues. Le fondateur de l'écologie profonde Arne Naess développait ainsi, d'après Fabrice Flipo (2009), une sagesse plutôt qu'un argumentaire politique. Remettre en question l'exploitation de la nature amène à questionner l'importance des produits qu'on en sort, et ultimement à renverser les valeurs matérialistes de la société dominante. Remettre en cause les valeurs qui apparaissent comme des évidences dans la société dominante (vitesse, utilité, productivité) constitue également un élément de réflexion profonde.

Une troisième évidence de la société dominante et du capitalisme est la compétition. Certains penseurs, tels que décrits par Bourg et Whiteside (2017), voient dans les crises environnementales à venir un effondrement catastrophique et apocalyptique qui donnera naissance à un violent chaos dont le film *Mad Max* est à la fois un bon résumé et une inspiration. Ce type de scénario est symptomatique d'un esprit qui ne parvient pas à remettre en question la compétition entre les individus et suppose qu'ils se battront jusqu'à la fin pour acquérir des ressources de plus en plus rares. Cet état d'esprit est en accord avec la société dominante contemporaine, mais il n'est peut-être permis justement que par la profusion des ressources pour lesquelles se quereller. Il est, en outre, directement responsable des dites crises écologiques à venir. La remise en question de la compétition est donc un troisième élément de réflexion profonde.

Quatrièmement, la responsabilité des individus est aussi un dogme qui peut être remis en question. Dans le mode de pensée de la société dominante, pour éviter de remettre en cause sa structure, les individus qui n'ont pas le pouvoir d'en déterminer les orientations et les valeurs peuvent tout de même être considérés comme les responsables principaux des problèmes environnementaux. Ainsi « l'humanité » peut être vue comme responsable de ces problèmes alors qu'ils ne sont majoritairement vieux que de deux siècles. On retrouve dans le malthusianisme décrit par Bourg et Whiteside (2017) l'accusation du peuple comme source

des problèmes globaux. La remise en question de la responsabilité des individus et son report sur les dirigeants du monde constitue un quatrième élément de réflexion profonde.

Enfin, une des grandes valeurs de la société dominante contemporaine est sa foi en l'innovation technoscientifique. Les chercheurs en sciences humaines sont typiquement bien conscients que la « foi en la science » ou le « scientisme » de cette société ne concernent pas l'histoire, la sociologie ou la philosophie mais bien les inventions techniques et industrielles issues des sciences techniques, technologiques et de l'ingénierie. Ainsi, pour résoudre le problème du réchauffement global de l'atmosphère, des solutions comme un parasol spatial sont proposées. Le « scepticisme marqué eut égard aux techniques » est pour Bourg et Whiteside (2017) un des fondamentaux de la pensée écologique. De plus, l'approche technoscientifique permet de traiter les problèmes environnementaux partiellement et insuffisamment tout en démontrant constamment une progression. Ainsi, si « on n'atteint pas la Lune en grim pant à des arbres de plus en plus grands » (*Mo's law of evolutionary development*, issue des *Atkin's laws of spacecraft design*), la technoscience en fait tout de même la promesse. La remise en question de cette promesse et des solutions technologiques à un problème qui relève surtout de valeurs sociales constitue donc un élément de réflexion profonde.

La presse magazine

D'après Jean-Baptiste Comby (2009), la presse écologiste a existé à partir de la fin des années 1960. Cependant, avec le temps, son statut s'est transformé. L'écologie s'est médiatisée. Comby reprend ainsi une critique classique des articles « environnement » souvent trouvés dans la presse : « Le traitement journalistique dominant de l'environnement participe ainsi à maintenir un ordre politique et économique, dans lequel l'écologie s'intègre et se légitime sur le registre de la responsabilisation du plus grand nombre. » Il critique la tendance de ces articles à se contenter de conseiller des comportements et des produits à acheter, dans une dynamique d'écologie superficielle. Il sera donc étudié dans le présent travail si les articles de presse magazine généraliste participent bien à maintenir l'ordre politique, économique et des valeurs dominantes, ou s'ils développent une perspective écologique plus profonde. Les magazines à périodicité longue seront comparés aux magazines à périodicité courte pour déceler des différences dans les modes de traitement de l'information.

Méthode

Le présent travail consiste en une analyse du traitement de questions environnementales dans la presse magazine à partir de l'analyse d'un corpus de presse. Deux sous-corpus seront étudiés : périodicité courte et longue.

Les magazines

Les magazines ont été choisis, comme ceux de l'étude de Micheaux (2011), pour leur accessibilité et leur hétérogénéité. Leur accessibilité dépendait strictement de la médiathèque François-Mitterrand de Poitiers, où le corpus a été établi. L'écologie étant un sujet très politique, il est évident que l'orientation politique des magazines allait influencer sur leur contenu et leur traitement. Une revue comme *La Revue du crieur*, clairement ancrée à l'extrême gauche et anticapitaliste, a donc été évitée malgré un article prometteur dans son n° 13, « Splendeurs et mystères de la collapsologie », par Pierre Charbonnier. Au reste, les magazines à périodicité longue disponibles semblent plutôt orientés à gauche, garde a été prise d'étudier des magazines à périodicité courte également à gauche. Les magazines à périodicité longue choisis sont tous trimestriels, les magazines à périodicité courte sont des hebdomadaires sauf *Society*, quinzomadaire. Les publications sont actuelles, allant de 2017 à 2019.

Usbek & Rica

Ce magazine trimestriel est né en 2010. Son slogan est « Le magazine qui explore le futur ». Il ne s'affiche pas spécialement écologiste, avec des sujets qui semblent s'adresser aux technophiles : une sur le transhumanisme en hiver 2018, des rubriques gadgets et technologies à chaque numéro. Il est néanmoins critique des sujets qu'il traite et des futurs qu'il envisage. Concernant l'écologie, il publie notamment en avril 2019 « Une brève histoire de l'écologie politique en France » et « Mode d'emploi pour une société postcroissance » dans un numéro titré « 2022 – L'écologie politique au pouvoir ». On retrouve également sur sa plate-forme en ligne des articles tels que « Climat : Sommes-nous dans le “Capitalocène” ? » soulignant le

rôle du capitalisme dans les changements environnementaux globaux. Diffusion : entre 12 000 et 15 000 en 2017 d'après Wikipédia.

Regards

Regards, trimestriel, fondé en 1932, est ancré à gauche. Il s'identifie « indépendant et engagé ». La majorité de ses sujets sont politiques, et ses sujets de société sont politisés. Au mois de juillet 2019, son site internet présente une sélection d'articles politiques, société (« Les fachos ... »), monde (« ... prisonniers politiques ... », « ... étrange réélection ... »), idées (« ... populismes de gauche ... »), etc. L'écologie, si politique, fait partie de ses sujets. Diffusion : 25 000 en 2005 d'après Wikipédia.

XXI

Vingt-et-un (XXI) est une revue d'information sous forme de récit, fondée en 2008. « L'information grand format » est son sous-titre. Peut-être à cause de son format de récit, elle ne traite pas très souvent d'écologie, climat et biodiversité, et son traitement, comme décrit plus bas, en est assez atypique. Son orientation politique n'est pas mise en avant, mais son public est plutôt « intellos de gauche, très informés, pour caricaturer », d'après un de ses journalistes (*Le Monde*, 2018). Diffusion : environ 50 000 d'après Wikipédia.

Society

Fondé en 2015, *Society* est un quinzomadaire d'actualité et de société. Pour *Libération*, le magazine s'adresse aux hipsters, jeunes urbains recherchant des alternatives pour se démarquer, mais lui attribue aussi une tendance « normcore », une volonté de ne pas se faire remarquer dans la masse. Une façon de se démarquer en cherchant à ne pas se démarquer ? Pas très clair. *Society* semble un magazine à l'esthétique contemporaine et aux valeurs de son temps. Diffusion totale ACPM 2018 : 49 738.

La Vie

La Vie est un hebdomadaire chrétien créé en 1945, de genre généraliste et politiquement orienté à gauche. Il défend des valeurs humanistes et de solidarité, et participe à une quête de sens et de bien-être par sa dimension spirituelle. On y attend donc un traitement des sujets environnementaux. Diffusion totale ACPM 2018 : 82 820.

L'Obs

Créé en 1964, *L'Obs* est un magazine hebdomadaire classé à gauche. Il est l'un des cinq magazines d'actualité à portée nationale les plus vendus en France. Diffusion totale ACPM 2018 : 262 498.

Marianne

Marianne, créé en 1997, est également l'un des cinq magazines d'actualité à portée nationale les plus vendus en France. Sa devise, reprise d'Albert Camus est « Le goût de la vérité n'empêche pas de prendre parti ». Le magazine est plutôt orienté à gauche, même s'il se veut un magazine « de combat et d'opinion, jamais partisan, toujours militant ». Diffusion totale ACPM 2018 : 130 226.

page blanche

Analyse

Les magazines à périodicité longue

« **“Le monde de demain se construit dans la ZAD”** », *Usbek & Rica* n° 25, hiver 2019,
par **Vincent Edin et Blaise Mao**.

On note tout d’abord que le titre lui-même fait référence à la ZAD d’une manière positive, associé aux mots « monde », « demain » et « construire ». Cependant le titre est placé entre guillemets de citation, ce qui place de la distance entre le magazine et l’opinion défendue par le titre.

L’article est un entretien, ce qui explique les guillemets, avec Alessandro Pignocchi, auteur de bande dessinée. Il est également docteur en sciences cognitives et philosophe. Il appuie beaucoup de sa réflexion et de son travail sur l’anthropologue Philippe Descola, comme indiqué dans l’interview. Choisir d’interviewer un auteur académique est sans doute une bonne manière d’assurer la profondeur des idées défendues dans l’article.

Les illustrations de l’article sont des planches de bande dessinée dont le texte est un élément principal. On retrouve l’illustration reproduite dans le présent manuscrit en introduction : « Maman, à quoi ça sert la nature ? — À rien mon chéri, tout comme toi. », ainsi que des moineaux cyniques face à la politique humaine.

On retrouve dans l’article la remise en question du concept de « Nature » comme construction culturelle occidentale : « Toute une partie du monde fait l’économie de notre distinction entre nature et culture. » Cette remise en question s’accompagne d’un changement de perspective à son égard : « La relation avec ce qui nous entoure n’est plus une relation d’humain à objet, mais du sujet à sujet. » L’article partage et explique ainsi un slogan zadiste : « Nous ne défendons pas la Nature, nous sommes la Nature qui se défend. » L’interviewé défend donc l’instauration d’une « autre vision du monde » plutôt qu’une simple « sanctuarisation de certaines zones naturelles ». L’article fait également référence aux Gilets jaunes et d’autres mouvements sociaux, dont l’élément le plus fort est un « basculement altruiste ».

Dossier « Tout va s’effondrer, et alors ? », *Usbek & Rica*, n° 24, automne 2018, par Blaise Mao.

Ce dossier s’intéresse à l’effondrement social et environnemental, à ceux qui l’étudient, à ceux qui en parlent, et à ceux qui s’y préparent. Un premier article de Guillaume Ledit présente d’abord les faits présents et les risques à venir. Au moment de l’interprétation des chiffres, l’article fait référence à Pablo Servigne et Raphaël Stevens et leur ouvrage *Comment tout peut s’effondrer* (Seuil, 2015) et aux « concepts issus des luttes écologistes de ces quarante dernières années : décroissance, résilience, et gouvernance participative » ainsi qu’au terme de « capitalocène » pour « souligner l’impact du capitalisme sur l’état de la planète ». Nicolas Hulot est également cité lorsqu’il déclare qu’il faut « s’extraire du modèle économique dominant actuellement la planète ».

Un article de ce dossier, « L’effondrement, nouvelle religion de l’humanité », par Vincent Lucchese, souligne la subjectivité des valeurs des sociétés et remet en question celles de la civilisation occidentale : « Le communisme, le capitalisme ou le “droit-de-l’homme” sont ainsi des religions ». Il parle également ensuite d’« ontologies » comme synonyme de religion. L’article inculpe « les excès de l’anthropocentrisme » et d’une certaine « façon de voir l’humanisme » : « Le progrès et la croissance économique sont pointés comme les responsables du réchauffement climatique, de la “sixième extinction massive” d’espèces et de l’empoisonnement mondial au plastique et aux molécules chimiques de synthèse en tous genres ». L’article mentionne Serge Latouche, voix importante du mouvement décroissant avertissant du « mythe de la croissance ». La dynamique prônée par le texte est la « réconciliation des humains avec le vivant » et le « réenchâtement de l’excédent » qui incombent au politique. L’article cite Enzo Lesourd, docteur en philosophie politique, et les pères de l’écologie politique André Gorz et Ivan Illich et développe un idéal de société conviviale, frugale, basée sur une économie des communs. Le « retour au sacré » est présenté comme nécessaire à la résistance à la tentation consumériste. La distinction entre « progrès utile » dans le sillage de l’idéologie capitaliste, consumériste et utilitariste et « progrès subtil » correspondant à une écologie profonde est établie. Les creusets des expérimentations menant à ces changements ontologiques sont les « ZAD » et « éco-villages et collectifs engagés ».

Dossier « Pendant ce temps-là... Climat/biodiversité GAME OVER », *Regards*, n° 50, printemps 2019.

« Cela ne fait plus de doute : la lutte contre le changement climatique sera politique ou sera perdue », commence le dossier. Il souligne que les prophéties de malheur « tendent justement à dépolitiser » et propose au lecteur de « s'arracher à la fascination du désastre pour se mettre en mouvement ».

Le premier article du dossier, par Pierre Jacquemain et Pablo Pillaud-Vivien, s'intitule « Politiser la catastrophe pour y échapper ». Il dénonce l'existence de « vrais responsables » inertes et cyniques, dédouanant ainsi les citoyens lambdas. Il pointe du doigt une « petite réserve de climatosceptiques [...] qui privilégieront toujours l'activité industrielle et capitaliste ». La réaction à la menace de l'effondrement pourrait, d'après les auteurs, citant Bertrand Vidal, prendre la forme d'un survivalisme pour « l'Homo œconomicus, qui raisonne en coût-avantage ». Il peut aussi s'exprimer par des initiatives collective, dont « l'enjeu n'est pas seulement de lutter contre le réchauffement climatique, il est aussi de dénoncer et de pointer du doigt les politiques irresponsables de celles et ceux qui nous gouvernent à travers le monde, en dépit des nombreuses alertes des scientifiques ». Les auteurs citent la pétition de « l'Affaire du siècle » qui fustige les dirigeants politiques et les acteurs économiques. Ils ajoutent : « La question climatique ne peut pas être déconnectée de la question sociale. Et inversement. » L'article soutient la démocrate étatsunienne Alexandria Ocasio-Cortez et son *Green New Deal* ainsi que son pendant européen proposé par l'ancien ministre grec des finances Yanis Varoufakis. L'article interroge ensuite « Comment agir ? » et répond qu'il faut « trouver le chemin sinueux vers la souveraineté populaire mondiale », qui semble évoquer l'Internationale socialiste. Pour éviter que « les tentatives des uns ne soient laminées par les contre-propositions des autres », les auteurs proposent timidement que la politisation de la catastrophe constitue un catalyseur permettant de transformer la sidération en appel à agir. La conclusion n'est pas très claire quant aux actions à mener et aux responsabilités des membres de la société : « Il apparaît plus que jamais inévitable, pour sortir des logiques mortifères consuméristes et productivistes, d'imposer un nouveau modèle de société. Et si l'urgence climatique ne peut pas attendre la fin du capitalisme, il nous revient d'écrire la suite. » On

notera néanmoins l'utilisation du verbe « imposer » et la fustigation du capitalisme, consumérisme et productivisme.

Pour Marion Rousset, autrice de « “L’effondrement qui vient”, un discours à double tranchant », le « fatalisme tend à exonérer le capitalisme et à dépolitiser le combat ». De plus, braquer le regard sur la catastrophe à venir « occulte un désastre qui est déjà là » et entretient « le mensonge selon lequel l’actuel monde précaire, violent et inégal, serait vivable ». L’article critique également les idées de Pablo Servigne (qui pourtant bénéficie d’un entretien dans le même dossier), selon lesquelles « la résilience, la sobriété énergétique et la décroissance » seraient les solutions face à l’effondrement, plutôt que « la résistance politique pour modifier nos modes de production ». Marion Rousset souligne donc l’importance d’identifier « les causes du désastre en cours », comme les activités des dix géants de l’agro-alimentaire (d’après un rapport d’Oxfam), plutôt que d’accuser l’humanité en général comme le suggèrent le terme d’*anthropocène* (qui naturalise le problème dans l’espèce humaine) et des personnalités écologistes médiatiques comme Aurélien Barrau. La dimension politique de l’effondrement est aussi présente dans son instrumentalisation par le pouvoir. L’article reprend les exemples de l’historien Jean-Baptiste Fressoz qui montrent comment la menace a servi les pouvoirs en place pour restreindre les communs, justifier la colonisation ou imposer le nucléaire. Est cité le Comité invisible (anarchiste) dans *À nos amis*, « Le but de la prophétie n’est jamais d’avoir raison sur le futur, mais d’opérer sur le présent ». Essentiellement, cet article souligne la portée intrinsèquement politique de l’écologie et met en garde contre l’éco-fascisme.

L’article « “Ça ne se fera pas sans souffrance, mais on peut imaginer un après” » est une interview de Pablo Servigne. Il s’attaque au système politique, « Il est déjà trop tard pour éviter une trajectoire climatique catastrophique, mais il est encore temps pour limiter les dégâts et détruire le système politique qui en est à l’origine », ainsi qu’aux valeurs de la société : « C’est sur le terrain de l’imaginaire, de la croyance, de la mythologie que s’inscriront les grands combats à venir ». Il remet également en question la compétition entre individus, fustigeant l’écologie autoritaire : « Un des écueils [du discours catastrophiste] est de stimuler les discours réactionnaire voire les politiques fascistes. »

Dans « L'écologie sociale, avenir des luttes » par Patrick Farbiaz, militant écologiste, une typologie de l'écologie est proposée : « Trois écologies sont maintenant clairement identifiées : l'écologie libérale réunie autour du macronisme ; la social-démocratie écologiste ; enfin, l'écologie de transformation anticapitaliste. » Cette dernière « s'affirme contre la tendance générale du capitalisme, l'expulsion : expulsion des paysans par les accapareurs de terre, expulsion des ouvriers par les délocalisations, expulsion des locataires de leur logement [...], expulsion de la terre des ressources naturelles et des matières premières par les multinationales... ». C'est donc le capitalisme qui est perçu comme la cause et la source du problème. « La fin du mois et la fin du monde non seulement ne s'opposent pas, mais sont le socle de l'écologie des pauvres, l'écologie sociale. »

La double page graphique « 10 signes de la fin du monde » présente des chiffres liés à l'effondrement. Ces chiffres sont présentés de manière alarmiste et floue. On note particulièrement une confusion entre biomasse et biodiversité : « 75 % des plantes, amphibiens, reptiles, oiseaux et mammifères ont disparu de la surface de la planète » est supposé constituer la « sixième extinction de masse ». De même, il est dit que « 60 % des animaux sauvages ont disparu de la Terre depuis 1970, soit deux espèces par an en moyenne », ce qui n'a aucun sens, le premier chiffre étant en biomasse et le second en biodiversité. Par ailleurs, il ne s'agit pas des *animaux* sauvages mais des *vertébrés* sauvages (Rapport Planète Vivante 2018, WWF), ce qui minore complètement l'importance du chiffre. La température des océans est simplement résumée par « 2018, c'était chaud. Vous allez voir 2019, 2020, 2021... », formule qui donne l'impression de fournir des chiffres mais ne liste que le calendrier.

Un autre double-page, « 7 villes, 7 alternatives pour changer la donne », est dans le même esprit. On y trouve des chiffres au sujet de « la consommation de chaque urbain », ce qui ramène les problèmes environnementaux à la culpabilité des individus. Les solutions proposées sont anecdotiques et techniques : « La municipalité de New York contraint les magasins climatisés à fermer leurs portes » et « incite à peindre en blanc les toits des immeubles », et Nanterre « attend des matériaux de construction biosourcés et des parkings évolutifs ». La société Colas bénéficie même d'une ligne de publicité, où l'on lit qu'elle pourrait « assurer 10 % des besoins énergétiques de la France » en « incorporant des cellules

photovoltaïques dans le bitume », ce qui est une très mauvaise idée (Dylan Ryan, *The Conversation*, 2008) mais correspond aux rêves technologiques de la société de consommation.

« La démocratie contre l'effondrement », par Christophe Aguiton, est un court article, un plaidoyer en faveur d'un effondrement ouvrant sur un avenir démocratique plutôt qu'autoritaire : « La tentation autoritaire est un danger », les idées que « les êtres humains sont incapables d'autres comportements qu'un individualisme égocentrique » et que « un régime autoritaire peut, plus que les démocraties, s'engager dans des politiques volontaristes de transition énergétique » sont « plus que discutables ». L'article conclut que « les coopératives citoyennes peuvent permettre une transition énergétique vers les énergies renouvelables bien plus rapide que ce que pourrait faire une intervention étatique, surtout si elle était autoritaire ».

« Les lendemains qui coassent », XXI, n° 40, automne 2017, par Jean Rolin.

Cet article prend un ton assez peu commun qui, à mon sens, demande davantage d'interprétation que les autres articles analysés dans ce travail. Il s'agit d'un témoignage d'une sortie naturaliste sur le territoire de la ZAD de Notre-Dame des Landes. Au moment de parution de l'article, le projet d'aéroport n'est pas encore annulé. On y trouve nommés et succinctement décrits de nombreux animaux sauvages tels que la « grenouille agile », le « triton crêté », le « lézard vivipare », la « linotte mélodieuse » ou le « campagnol amphibie ». Les espaces naturels sont également nommés, comme « la prairie oligotrophe », et « la poésie du nom des plantes » est mise en valeur : « le jonc des crapauds, la cotonnière des fanges, la cicendie fluette, le myriophylle verticillé » (espèces non présentes dans la ZAD). Par rapport aux chiffres souvent présentés dans les articles traitant de biodiversité, ce vocabulaire et ces descriptions permettent de mieux ressentir l'étendue de la complexité du vivant, même dans une zone aussi peu exotique qu'une plaine humide proche de la Bretagne. On retrouve tout de même – rarement – des faits chiffrés : « Au cours du siècle dernier 70 % des haies et 90 % des mares [...] ont été retranchées du paysage français », et « à l'échelle du monde, [...] la moitié de leurs espèces est menacées d'extinction ». Il est en outre précisé, mais pas à l'ouverture de l'article, sans doute pour ne pas causer de rejet des personnages, que les naturalistes dont il est question font partie d'un groupe militant, les Naturalistes en lutte.

S'il m'est permis une telle lecture, je pense que l'on peut trouver dans cet articles une forme de témoignage d'un *autre* état d'esprit, mettant en valeur la simplicité ainsi que l'inutilité, notamment de la nature. C'est un discours implicite plutôt que, comme souvent, explicite : « Bertrand Kerézéon se souvient ainsi d'une nuit de printemps passée à tenter d'entendre l'œdicnème criard, en vain, car cet oiseau très bruyant ne se rencontre plus depuis longtemps dans la région », ou « On y trouve une bibliothèque, [...] mais dont la porte est restée entrouverte afin de faciliter les allées et venues des hirondelles qui nichent à l'intérieur ». Ce sont essentiellement des remises en question d'un système de valeurs. De la même manière, l'article conclut : « Je remarque sur le sol d'un chemin de terre, rendu boueux par les pluies récentes, plusieurs empreintes de pieds nus, et je me dis que la ZAD est sans doute l'un des rares endroits, en France, où l'on puisse relever dans les bois de telles empreintes. » Il s'agit donc d'une manière d'animaliser l'humain, et par là même de réfuter la distinction humain / nature. Ce faisant, l'auteur inclut implicitement l'humain dans la biodiversité à protéger.

Les magazines à périodicité courte

« Allô le Monde », *Society* n° 105, du 2 au 15 mai 2019, par Raphaël Malkin.

L'article est une interview de Nathaniel Rich, auteur du livre *Perdre la Terre*. Il est accompagné d'interviews, conduites par Barnabé Bictin, de quatre personnalités de l'écologie : Nicolas Hulot, Marie Toussaint, Cécile Duflot et Cyril Dion. Un extrait du livre de Nathaniel Rich accompagne les interviews.

Le chapô de l'article établit d'emblée que le réchauffement climatique est « un crime, au moins par négligence ». Lorsque Rich décrit la genèse de son livre, il commence par l'année 1989, « lorsque l'industrie du gaz et du pétrole ainsi que le Parti républicain, aux États-Unis, se sont mis à militer violemment contre une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Il raconte que son enquête pour déterminer « ce qu'il s'était passé pour que l'on passe d'une volonté commune de protéger le climat à la situation actuelle » s'est faite autour des administrations, de la Maison-Blanche. « Les seules personnes qui ont refusé de me parler sont celles qui sont encore en poste. Elles ont peur parce qu'elles font partie d'une administration qui, aujourd'hui, essaye par tous les moyens de broyer les fondements de la science. » Après une présentation de l'historique de la conscience du changement climatique entre les années 1950 et 1990, Rich explique qu'aucune mesure n'a été prise, et propose une

explication dans les courts termes électoraux, le manque d'éducation à l'environnement et aux enjeux climatiques et dans « une foi inébranlable dans le génie américain ». Il ajoute que l'inertie renvoie « à notre incapacité [intrinsèquement humaine] à contempler un désastre lointain », « à penser sur le long terme ». Il souligne aussi que les industriels « ont profité de l'apathie des politiques » et ont entretenu le doute pour que rien ne se passe. Puis « le conservatisme à l'américaine s'est radicalisé » mais « une bonne fraction [des républicains] peut changer d'avis ces prochaines années ». Il approuve l'idée de voir le changement climatique du point de vue moral : « Si nous ne faisons rien, nous aurons tous du sang sur les mains ». Rich conseillerait aux élus de « mettre en exergue l'idée de la lutte contre le réchauffement climatique de la manière la moins politisée possible ». L'article se termine de manière rassurante : « Bientôt, la jeunesse sera au pouvoir. À ce moment-là, on aura peut-être encore le temps d'agir. James Hansen, l'un des experts dont je parle dans le livre, dit que tout est encore possible. Dans son coin, il a élaboré un programme qui, sur dix ans, peut permettre de contenir l'augmentation de la température mondiale à deux degrés tout en permettant d'économiser des milliards de dollars ».

L'interview de Nicolas Hulot titre « “On pensait que la croissance était le remède universel, mais c'est un médicament qui empoisonne” », remettant donc en question le modèle économique dominant. Il fustige les responsables politiques et la croyance en la technologie : « Ils trouvent que c'est trop énorme pour être vrai, avec ce petit résidu de scientisme qui consiste à penser que la science et les technologies vont trouver des solutions à tout ça. [...] Ce que ça implique – c'est-à-dire remettre en cause un modèle dominant basé sur une croissance reposant elle-même sur l'utilisation sans limite des énergies fossiles – est tellement conséquent que ça les prend de court. Ils ne savent pas trop quoi substituer à ce modèle, car ils sont tous un peu issus d'un même carcan économique.» Nicolas Hulot propose néanmoins aussi des solutions fiscales, ce qui contredit sa remise en question du modèle économique : « Imaginez demain que l'on ait une TVA incitative pour tous les biens et services qui ont un faible impact et que progressivement, à l'inverse, la TVA devienne dissuasive pour ceux dont l'impact est négatif. En l'espace de dix ans, on changerait les modes de production et de consommation. »

L'interview de Marie Toussaint, fondatrice de l'ONG Notre affaire à tous et candidate EELV aux élections européennes, met l'accent sur « la puissance des multinationales du charbon, du

pétrole et du nucléaire », « des alliés : les banques », et « la complaisances des États, qui ont abdiqué et finissent par les accompagner plutôt que de les réglementer. Sa solution : « un droit universel contraignant de l’environnement ; le droit, c’est notre pacte social. »

Cécile Duflot accuse aussi le « culte un peu scientifique qui consiste à penser qu’à la fin, on saura faire. » Ainsi, « on a construit le doute dans l’opinion publique, en assurant qu’il existait des remèdes technologiques ». Elle accuse aussi les lobbys, « pétrolier, bien sûr – Total aujourd’hui et Elf un peu avant – » et « celui de l’automobile et des autoroutes ». Elle témoigne qu’« une de leurs missions a consisté à décrédibiliser les écologistes » : « on ne les attaquait pas frontalement, on se contentait juste de les “minabiliser” ».

« On peut sauver les abeilles », *La Vie*, 18 juillet 2019, par Olivier Nouaillas.

Le dossier de *La Vie* sur les abeilles fait la couverture, avec une photo d’abeille en vol et ce titre concis mais porteur de sens, « Tiens, une abeille ! », qui évoque à la fois les hécatombes chez les abeilles, la chute de la biodiversité tout autant que l’émerveillement que la vie animale suscite. À lui seul, il souligne l’inutilité de la nature et donc la dimension intrinsèque, non utilitariste, de sa valeur. Le dossier porte en revanche davantage sur la place des abeilles dans l’agriculture et dans la société, et n’aborde pas les problèmes écologiques globaux. Il est néanmoins intéressant pour le présent travail.

L’article principal donne la parole aux apiculteurs, notamment Erwan Bourdon (!) qui témoigne de la perte de ses ruches : « Nous, les apiculteurs, nous voulons savoir la vérité, et nous avons l’impression que beaucoup d’autres, sous la pression des lobbys phytosanitaires, ne le veulent surtout pas. » L’article relaie la campagne (donc politique) nationale antipesticides « Nous voulons des coquelicots » initiée par un journaliste de *Charlie Hebdo* et mentionne des manifestations, notamment avec une photo sous-titrée « Un cri d’alarme ». Un conflit est mentionné entre un maire qui souhaite interdire les pesticides sur sa commune et une préfète qui veut l’en empêcher. « L’État ne prend pas ses responsabilités et tergiverse, comme on le voit avec le report de l’interdiction du glyphosate », estime le maire. L’importance du cadre légal est souligné plusieurs fois : « C’est le tribunal administratif qui tranchera », « 20 ans avant la loi Labbé, il avait déjà interdit l’utilisation des pesticides dans tous les espaces publics », « j’avais pris un arrêté d’interdiction des semences enrobées à base de néonicotinoïdes ». L’article mentionne le « risque de *greenwashing* (ou

“écoblanchiment”) » et discute du cahier des charges du label Bee friendly mis au point par un syndicat apicole avec un toxicologue. Un producteur de pommes fait référence à l’agriculture conventionnelle comme « le monde ancien », qui doit être quitté pour « le monde nouveau » de l’agroécologie. L’article soutient l’agriculture biologique mettant en exergue des mots de Vincent Bretagnolle, du Centre d’études biologiques de Chizé : « Nous avons trouvé jusqu’à 37 % de couvains, 20 % d’abeilles adultes et 53 % de miel supplémentaires dans les colonies entourées de parcelles agricoles bio. » Dernier message d’un apiculteur savoyard avant la conclusion bucolique de l’article : « Si on veut s’en sortir – nous et nos abeilles – il faut aller vers une agriculture durable, avec le moins possible d’hybridation et aussi moins d’intrants. » Cela fait écho aux conflits politiques discutés en début d’article.

Un encart s’intéresse au combat pour l’étiquetage du miel, important pour la préservation d’une apiculture locale et donc possiblement bénéfique à la biodiversité. Là encore, le cadre légal est au cœur du sujet. Un autre encart est consacré à une interview du chercheur Gérard Arnold qui dénonce la toxicité des pesticides, notamment néonicotinoïdes. « Tous les pesticides n’ont pas été correctement évalués », reprend l’encart en titre. « Les abeilles solitaires, sauvages, sont, par définition, moins bien étudiées et donc défendues alors que leur situation est au moins aussi critique. [...] En dehors d’*Apis mellifera*, il y a 20 000 espèces d’abeilles dans le monde, dont 2 000 en Europe et 1 000 en France. C’est cela qu’il faut préserver. » Avec ces quelques phrases, l’encart étend le sujet de l’article à la biodiversité. Un troisième encart donne les « 5 conseils pour les protéger chez vous », qui consistent en des pratiques de jardinage et de consommation. On y retrouve mention d’une pétition pour l’étiquetage, ouverture à une action politique, mais qui serait d’après l’article « un progrès pour le consommateur ». Intrinsèquement, la consommation n’est pas remise en cause.

« “Le crime le plus gigantesque qu’on ait conçu” », *L’Obs*, n° 2842, 24 avril 2019, par Fred Vargas.

Classé dans la rubrique « Idées », cet article consiste en extraits choisis du dernier livre de la romancière Fred Vargas, *L’Humanité en péril* (Flammarion, 2019). L’article est signé de son nom, on peut donc supposer qu’elle a réalisé elle-même, sinon validé, le choix des extraits. Elle explique qu’elle a beaucoup travaillé pour ce livre, puis témoigne qu’elle n’a « cessé de chercher [...] toutes les actions possibles [...] mais en ce qui concerne le vivant sur Terre,

[s'est] retrouvée, stupéfaite, face au Crime le plus gigantesque qu'on ait pu concevoir ». Elle ne préconise donc pas d'abord de solution pratique, mais attire l'attention sur la dimension de responsabilité d'individus à l'encontre de la société. Un crime (qu'elle majuscule) suppose, par rapport à une négligence, la présence d'intérêt personnel comme motivateur des faits. Elle prévient tout de même que « quand je vous aurai nommé et décrit les solutions possibles, vous ne les oublierez pas [...]. Nous ne nous jetterons plus sur des fraises pesticiquées venues du bout du monde en hiver à grand renfort de fuel. » Les fraises prennent un peu la responsabilité du crime. Elle pointe ensuite du doigt « l'inertie invraisemblable de nos dirigeants », « informés beaucoup mieux que nous ». Elle reprend : « Trop longtemps nous avons déposé notre destin entre leurs mains inertes ». « Les gouvernements marchent main dans la main et doigts entremêlés avec les multinationales et les lobbys du monde ». Pour Fred Vargas, le « mot-clé de la catastrophe » c'est le « toujours plus d'Argent » ainsi que « la Croissance » (deuxième mot-clé). Elle « opère une séparation absolue entre "Eux" et "Nous" », regroupant dans « Eux » les gouvernants et les industriels milliardaires. Elle les suppose apeurés d'un « effondrement des banques » si le peuple savait, ou victimes d'une « anesthésie issue d'un système capitaliste mondial duquel ils ne savent pas comment s'arracher ». Pour l'autrice, « cette désinformation, volontaire ou passive, [...] est une faute gravissime. » Elle reprend l'idée que les dominants seuls ont à souffrir d'un changement profond de la société : « Ont-ils donc si peur du changement de nos modes de vie, que nous pouvons fort bien soutenir, Nous ? ». Elle ajoute qu'il « existe déjà des quantités d'actions nouvelles dans tous les domaines, aptes à entrer en fonction dès demain ». En conclusion : « Nous n'attendrons pas. Que ce soit par les actes que j'ai énumérés (absents de l'article), les pétitions, les manifestations et les élections, Nous n'attendrons pas. » L'action politique est la seule solution présentée dans l'article, même si le livre en propose d'autres.

« Coup de chaud sur le sanctuaire mondial des semences », *Marianne*, 26 juillet au 1^{er} août 2019, par Laurence Dequay.

Cet article fait partie d'une série de six articles, incomplète au moment où ces lignes sont écrites, couvrant l'écologie : « Voyage sur les cendres de la Terre », qui dit dans son chapô que le journal a « décidé de ne pas détourner le regard et d'explorer les lieux de catastrophe écologique à travers le monde ». Il ne s'agit donc pas ici d'un effondrement mais d'une catastrophe qui se limite à l'écologie. Abordant le réchauffement climatique au Svalbard,

archipel norvégien arctique, l'article se focalise sur les faits, parfois anecdotiques : « Ce 6 juillet 2019, le thermomètre est monté à 17 °C, [en faisant] le point le plus chaud [du pays] », « la banquise a perdu 40 % de sa surface depuis 1979 », ou « les sols gelés recèlent l'équivalent de 13 000 à 16 000 milliards de tonnes de carbone » (avec une erreur de zéro : c'est en fait entre 1 300 et 1 600 milliards de tonnes). Les causes directes physiques sont aussi abordées : « un cocktail de polluants se déverse sur l'Arctique et piège les radiations », « Rétrécie, la calotte glaciaire réfléchit de moins en moins les rayons du soleil », et la responsabilité humaine est abordée de manière générale : « La stérilisation massive des sols de la planète par des constructions, l'agriculture intensive, comme l'accroissement des transports et du tourisme accélèrent les dérèglements » déclare un interviewé. Néanmoins, le directeur de l'Institut polaire norvégien est cité en unique exergue, en épaisses majuscules rouges : « La réponse au réchauffement est en partie technologique, mais surtout sociétale : que signifie une meilleure vie ? » Il estime qu'il n'est « nul besoin de pointer du doigt Untel ou Untel », ce que la journaliste considère « à rebours de la très médiatisée Greta Thunberg ». Néanmoins, l'article conclut sur le projet du chef cuisinier de l'école locale, qui « se lance dans la permaculture polaire » pour « rendre le Svalbard plus durable », tempêtant : « La recherche, ça ne suffit pas. Il faut agir ! ». « À terme », nous dit l'article, « il veut fournir la moitié des légumes importés actuellement par avion ». De quoi rassurer les lecteurs sur l'existence de solutions techniques au problème climatique.

Discussion

D'après la grille de lecture ébauchée en introduction et l'analyse des différents articles, on peut observer que les magazines à périodicité longue remettent davantage en question les valeurs et les modèles de la société dominante contemporaine. On y retrouve principalement une politisation de la question environnementale et une critique ouverte du capitalisme, parallèlement à du soutien aux luttes sociales et écologiques (ZAD). Occasionnellement, la critique est celle des valeurs de la société comme dans l'article de Jean Rolin dans *XXI* ou l'entretien avec Alessandro Pignocchi dans *Usbek & Rica*, qui touchent l'anthropocentrisme et l'utilitarisme. De même l'idée d'une compétition pour la survie qui émerge des scénarios d'effondrements est battue en brèche dans les deux dossiers ayant trait à l'effondrement. On retrouve moins les critiques du capitalisme dans les magazines à périodicité courte, mais elles sont tout de même présentes, avec Nicolas Hulot dans *Society* et Fred Vargas dans *L'Obs*. L'accent est mis sur le politique (*Society*, *L'Obs*) et le législatif (*La Vie*). Les critiques des valeurs fondamentales de la société dominante sont absentes.

De plus, on remarque particulièrement dans les magazines à périodicité courte une tendance à rassurer, à terminer sur une note positive, un espoir de solution facile. Valérie, de l'éco-lieu « la Ferme légère » dans le Béarn, témoigne bien de ce phénomène dans l'article « “Qu'une société très injuste se casse la gueule, ça ne me dérange pas” » (*Usbek & Rica*, n° 24, automne 2018) : « On nous avait prêté une maison avec des télé partout. On tombe sur “Cash Investigation” sur la chute de la biodiversité dans le Marais poitevin. J'étais toute contente. Le gars disait “Si on ne fait rien, dans cinq ans, c'est fini, il n'y a plus rien, plus d'oiseaux, plus d'insectes.” C'était fort : cinq ans, c'est demain. Le reportage se termine, Hubert Reeves est sur le plateau, et là... il dit “Oui, la situation est très grave, mais il y a des associations qui œuvrent, je reste optimiste.” Et donc vous pouvez éteindre vos téléviseurs et revenir à vos activités. J'étais abasourdie. » (Propos rapportés par Annabelle Laurent.) On retrouve cette pratique avec les solutions « à dix ans » proposées par Nicolas Hulot et Nathaniel Rich dans *Society*, une conclusion bucolique qui calme l'angoisse dans *La Vie*, et une serre de permaculture polaire rassurante mais qui ne résout rien dans *Marianne*.

Par ailleurs, on retrouve tout de même une variété de tons à l'intérieur de certains magazines, avec notamment les double pages graphiques de *Regards*, très superficielles, qui tranchent complètement avec le message des articles qui les entourent. Dans le même dossier de *Regards*, on retrouve aussi à la fois un entretien avec Pablo Servigne et une critique de ses idées dans un autre article. Cela souligne l'importance des auteurs de chaque article et questionne la façon de conduire ce travail. Ne vaudrait-il pas mieux considérer les auteurs de chaque article et *leur* profondeur écologique, puis analyser où ils publient ? La vue superficielle de l'écologie dans les magazines à périodicité courte ne viendrait-elle pas du modèle de fonctionnement journalistique, de l'institutionnalisation, décrite par Jean-Baptiste Comby (2009), qui ancre à leur poste des journalistes au discours normé ?

Enfin, ce travail a opposé deux sous-corpus sur la base de leur périodicité. Mais ce critère est-il vraiment le bon ? De nombreuses autres variables, qui n'ont pas été contrôlées ici, peuvent entrer en compte, possiblement plus fortement que la périodicité. L'orientation politique, bien sûr, qui n'a été qu'effleurée ici, le prix, le nombre de pages, la date de création du média (un changement de génération pouvant transformer le discours) le public cible bien sûr, et, surtout peut-être, les propriétaires de la revue. Si l'environnement devient un sujet qui remet en cause l'organisation entière de la société, il est probable que cette remise en cause ne soit véhiculée que par des voix mineures et non dominantes dans le paysage social.

Bibliographie

Bourg Dominique, Whiteside Kerry, 2017, « Écologies politiques : essai de typologie ». *La Pensée écologique*, n° 1 [en ligne].

Boutaud Aurélien, 2010. *Écologie : les grandes controverses*, Millénaire 3 : Le centre de Ressources Prospectives du Grand Lyon (éd.) [en ligne].

Bretagnolle Sophie, 2016, « Introduction ». *L'écologisme et la protection de l'environnement*, Mémoire M2 PARIS-1, p. 5-14 [en ligne].

Carbou Guillaume, publication à venir. *Le Romantisme de l'écologie politique*.

Comby Jean-Baptiste, 2009, « Quand l'environnement devient "médiatique", conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique ». *Réseaux*, n° 157-158, p. 158-190 [en ligne].

Flipo Fabrice, 2009, « Arne Naess et l'écologie politique de nos communautés ». *Mouvements*, n° 60, p. 158-162.

Godeau Élise, 2015, « En hipster dans le texte ». *Libération* [en ligne].

https://www.liberation.fr/ecrans/2015/07/06/en-hipster-dans-le-texte_1344565

Kovacs Susan, 2012, « Introduction : Les paradoxes de la médiation environnementale ». *Communication & Languages*, n° 172, p. 21-26.

Michaud Béatrice, 2011, « Le changement climatique dans la presse magazine : expliquer la menace, impliquer les individus, prédire la catastrophe ». *Communication & Language*, n° 172, p. 27-43 [en ligne].

Piquard Alexandre, 2018, « Le journal "Ebdo" s'arrête : un sentiment "d'amateurisme" et de "gâchis" ». *Le Monde* [en ligne].

https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2018/03/22/le-journal-ebdo-s-arrete-trois-mois-apres-son-lancement-son-editeur-en-cessation-de-paiement_5274848_3236.html

Povenzano François, 2018, « Le discours de la presse magazine ». *Manuel d'analyse de la presse magazine*, Blandin Claire (dir.), p. 85-103.

Romero Floréal M., 2011. *Environnementalisme et Écologisme* [en ligne].

http://www.p-plum.fr/docs/2011_08_11_ENVIRONNEMENTALISME_ET_ECOLOGISME_par_Flor%C3%A9al_Rom%C3%A9ro.html

Ryan Dylan, 2018, « Solar panels replaced tarmac on a road – here are the results ». *The Conversation* [en ligne].

<https://theconversation.com/solar-panels-replaced-tarmac-on-a-road-here-are-the-results-103568>

WWF, 2018. *Rapport planète vivante 2018 : Soyons ambitieux* [en ligne].

<https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2018-12/29112018-LPR-Soyons-Ambitieux.pdf>

Corpus

« Allô le Monde », *Society* n° 105, du 2 au 15 mai 2019, par Raphaël Malkin.

« Coup de chaud sur le sanctuaire mondial des semences », *Marianne*, 26 juillet au 1er août 2019, par Laurence Dequay.

« “Le crime le plus gigantesque qu’on ait conçu” », *L’Obs*, n° 2842, 24 avril 2019, par Fred Vargas.

« “Le monde de demain se construit dans la ZAD” », *Usbek & Rica* n° 25, hiver 2019, par Vincent Edin et Blaise Mao.

« Les lendemains qui coassent », *XXI*, n° 40, automne 2017, par Jean Rolin.

« On peut sauver les abeilles », *La Vie*, 18 juillet 2019, par Olivier Nouaillas.

Dossier « Pendant ce temps-là... Climat/biodiversité GAME OVER », *Regards*, n° 50, printemps 2019.

Dossier « Tout va s’effondrer, et alors ? », *Usbek & Rica*, n° 24, automne 2018, par Blaise Mao.